

L'horizon 2010 inquiète déjà à JPM

Selon la CGT, JPM, spécialisé dans la fabrication de serrures, devrait se séparer de 25 % de ses effectifs d'ici à 2010. Le syndicat s'en inquiète et attend des réponses.

Laurent Calmut

« Plan vision 2010 ».

Deux mots et une année qui ramènent Eddy Lamartine à ses craintes. Plus globalement aux craintes de la CGT, dont il est délégué syndical, au sein de JPM. Car pour lui, l'avenir du site avermois, entité d'Assa Abloy, premier groupe mondial de l'industrie de la serrure, depuis 1997, est très incertain :

« Assa Abloy s'est inscrit dans un plan de restructuration qui concerne 2000 personnes dans le monde, détaille-t-il. L'objectif en France est de réduire de 25 % les effectifs d'ici 2010. Mais aussi de faire passer le taux de rentabilité de 15 à 20 % ».

Vers un site d'assemblage

Actuellement, 400 salariés oeuvrent à Avermes, sur un site de fabrication « très menacé » : « La direction du groupe veut faire en sorte que les sites français deviennent uniquement des sites d'assemblage, la production devant se diriger vers des pays où les coûts sont plus faibles, en Europe de l'est et/ou en Chine, poursuit Eddy Lamartine. Tout cela peut avoir des conséquences importantes ».

Surtout, le délégué syndical observe ce qui se fait ailleurs. Et ce qui ne se fait pas à Avermes. Et explique : « il y a des projets concernant la gamme de fermetures anti-panique, qui est en quelque sorte notre spécialité. Mais ils se font avec l'Espagne. Ici, on voit bien qu'il n'y a pas les mêmes investissements ».

Mêmes suspicions quand il évoque la situation des autres sites français du groupe Assa Abloy. Entre fermetures, déménagements et regroupements, les sept structures existantes devraient être réduites à quatre entités.

Pour des assurances sur l'avenir du site

Assuré par la direction de JPM (*) que « les choses vont se passer doucement » d'ici 2010, le syndicat regrette pourtant l'absence de réponses claires à ses interrogations. Notamment celles qui concernent les modalités des départs annoncés :

« Tout ce plan de restructuration ressemble plutôt à un plan social. Mais le groupe préfère inciter aux départs volontaires, dans le cadre d'une Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), avec comme seul projet un ticket pour les Assedic ».

Dans un tract édité pour les salariés de JPM, la CGT conclut : « Ne serait-il pas urgent que les élus locaux et les pouvoirs publics s'adressent à la direction du groupe pour nous aider à obtenir des assurances sur l'emploi et sur l'avenir du site ? ». Question en suspens.

(*) Contactée hier, la direction n'a pas répondu.